

**FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)**

**RAPPORT ANNUEL SUR L’éTAT D’AVANCEMENT DU pROJET**

**PAYS:**GUINEE

**PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1er janVIER – 31 DÉcembre**

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé du Programme & Numéro du Projet |  |
| Intitulédu Programme: Programme Prioritaire d’Appui aux Initiatives de Prévention de Conflits et de Consolidation de la paix en Moyenne Guinée et en Guinée Forestière  Numéro du Programme *(le cas échéant)* 00062317  Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d’affectation spéciale pluripartenaires):[[1]](#footnote-1)00092396 |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Entités participantes de l’ONU |  | Partenaires d’exécution |
| Liste desentitésayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre duProgramme:  Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)  Organisation des Nations Unies pour l'Education, la science et la Culture (UNESCO)  Organisation Internationales des Migrations (OIM)  Haut Commissariat des droits de l'Homme (HCDH)  Prgoramme Alimentaire Mondial (PAM)  Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) | Liste des partenaires nationaux (gouvernment, privé, ONGet autres) et autres organisations internationales: Ministères: Droits de l’Homme et des libertés publiques, Jeunesse et emploi des jeunes, Administration du territoire et de la Décentralisation, Sécurité et protection civile,  Enseignement Universitaire et de l'Alphabétisation  OSC : WANEP, ACCORD, Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement/ Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix( ACCORD/WANEP),  Association des animateurs communautaires de Guinée (AACG)  Action pour le Développement Communautaire (ADC), AMAS, Conscience Citoyenne, Zéro Pauvre en Afrique, Arsyf, Organisation de l’Union du Fleuve Mano (UFM), CEGUIFED, REFMAP, COFFIG, Gouvernorat de Nzérékoré |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Budget du Programme/Project (en dollars US) | |  | Durée du Programme | |
| Contribution du PBF (par l’entité participante de l’ONU): 3,383,875 USD |  |  | Durée totale*(en mois)*: 26 mois |  |
|  | Date de démarrage[[2]](#footnote-2)*(jour/mois/année)*: Novembre 2014 |  |
| Contribution gouvernementale  *(le cas échéant)* |  |  | Date de fin prévue à l’origine*[[3]](#footnote-3)((jour/mois/année)* | 1er Janvier 2016 |
| Autrescontributions(donateurs)*(le cas échéant)*  RAS |  |  | Date de fin actuelle[[4]](#footnote-4)*(jour/mois/année)*: 31 décembre 2016 |  |
| TOTAL: | 3,383,875 USD |  |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Évaluation du Prog/Examen/Éval.À mi-parcours |  | Rapport soumis par |
| Évaluationdu rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*  Oui Non Date:  Évaluation finale *– veuillez joindre le document le cas échéant*  OuiNon Date: | Nom:Gédéon Behiguim  Titre:Chargé de Programme Gouvernance et consolidation de la paix  Organisation participante (principale): PNUD  Courriel:gedeon.behiguim@undp.org |

**PARTIE 1 – ÉTAT D’AVANCEMENT DESOBJECTIFS**

* 1. **Évaluation de l’état d’avancement et des objectifs du projet**

**Pour les projets PRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:**

|  |
| --- |
| ***Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.***  Le projet répond aux résultat 3 du domaine prioritaire de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale. Il se décline comme suit " L’environnement socio-politique est inclusif et participe à favoriser l’enracinement du respect de l’État de Droit grâce aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits appropriés au niveau local et national". |
| ***Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.***  # d’incidents violents intercommunautaires (avant / après phase transitoire) ;  Changement positif de la perception du sentiment d’exclusion sociale et d’interaction active entre des groupes inter-ethnique au niveau intercommunautaires ;  # de structures d’appui à la consolidation de la paix dans lesquelles des jeunes et femmes assument un rôle leader en vue d’améliorer les relations inter-ethniques sur le plan social et économique atteignant des effets démultiplicateurs ; |

**Tant pour les projets IRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) quepour les projets PRF, veuillez évaluer l’ensemble des objectifs atteints jusqu’à ce jour:**

**Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l’état d’avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d’énumérer jusqu’à quatre résultats par projet.**

**Description du résultat1:**Des études et /ou analyses sur les facteurs, causes sous-jacents et les dynamiques locales de conflits en vue du renforcement des mécanismes et actions de réponses adaptées sont réalisées.

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:**

**État d’avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Le projet a atteint les résultats suivants: 04 études ont été réalisées:

une sur le diagnostic des causes profondes des conflits communautaires en Guinée forestière, deux autres études ont été réalisées notamment:

- Une étude de cas de l’impact et des leçons apprises de la crise de Friguia et sur les activités socio économiques de la population de la préfecture;

Une étude diagnostic sur les facteurs et causes de conflits dans les zones minières, une étude des pactes transfrontaliers traditionnels en Guinée Forestière. En vue de préparer la Lettre de Politique des Droits de l'Homme, un diagnostic de la situation des droits de l 'homme en Guinée a été réalisé à travers des consultations préfectorales.

**État d’avancement du résultat**

*Décrire l’état d’avancement du résultatdurant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

Contrairement à la cible prévue au niveau du produit 1: (02) études prévues, les Agences du SNU ont réalisé 4 études qui ont contribué à apporter une meilleure lisibilité sur la problématique des conflits dans trois secteurs sensibles du pays: les zones minières, la préfecture de Fria, et la région forestière (étude sur les causes profondes des conflits et une revue des pactes transfrontaliers traditionnels). Les études sur les facteurs et causes sous-jacentes des conflits récurrents dans les zones minières et en Guinée forestière ont permis d'identifier et d'analyser les facteurs majeurs, types et acteurs de ces conflits en région forestière et de proposer des mécanismes adéquats de gestion de ces conflits par les acteurs locaux.

Quant à l’étude de cas de l’impact et des leçons apprises de la crise de Fria et sur les activités socioéconomiques de la population dans les cités minières de Fria, Sangaredi et Kamsar, elle a permis de mener une réflexion sur les conséquences de l'arrêt brusque de l'usine de Fria et de mener des plaidoyers auprès des partenaires techniques et financier sur la relance des activités socio-économique des zones minières à travers des projets communautaires d'appui aux femmes et aux jeunes.

Ces documents permettent une meilleure compréhension des causes des conflits, leur typologie, leur impact sur la vie socio économique, mais aussi ouvrent des pistes de prévention des conflits.

Cette meilleure connaissance des causes des conflits permet de développer des mécanismes de prévention des conflits adaptés aux spécificités locales, d'éviter la survenance de conflits majeurs et donc de consolider la paix.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d’un retard de mise en œuvre ou d’éventuels défis ou impasses.Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils géréset quelles mesures d’ajustement peuvent être envisagées(1 500 lettres maximum)?*

Le processus de formulation de la lettre de politique des Droits de l'Homme et d'un plan stratégique décennal pour la promotion et la protection des droits de l’Homme en Guinée n'a pas été réalisé au regard des contraintes rencontrées par le projet entre autres la survenance de la maladie Ebola ainsi que les questions administratives liées à la définition des termes de référence du nouveau Ministère de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté. Cependant, le processus préparatoire aux états généraux des droits de l'homme a engagé avec le Ministère de Tutelle (Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques) avec l'appui technique du HCDH. Le rapport des consultations préfectorales a été produit.

**Description du résultat 2:** Les dynamiques et initiatives locales de prévention et de résolution pacifique des conflits ainsi que des infrastructures sociales de paix sont renforcées.

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:**

**État d’avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

En Guinée Forestière, les 60 synergies communales et préfectorales (SYCAP et SYPAP) ont été mises en place et contribuent à prévenir et gérer les conflits locaux.

En Moyenne Guinée, les Cercles d'Orientation pour la consolidation de la paix (Coc- Paix) ont été renforcés ou mis en place (82 structures locales et 160 poins focaux) et ont traité 56 cas de conflits.

680 structures de protection de l'enfance ont été mis en place ou redynamisés afin d'améliorer les processus d'alerte précoce et de gestion de conflits. Les séances de sensibilisation ont touché 46 466 personnes.

182 clubs d'animation citoyenne et d'éducation à la paix installés et renforcés (Labé et N'Zérékoré) sur la prévention et la résolution pacifique des conflits et 200 acteurs encadreurs des clubs et alliances formés aux pratiques citoyennes.

5 comités locaux de concertation "CLC" sont opérationnels, un comité préfectoral de concertation intégré est mis en place à Fria.

**État d’avancement du résultat**

*Décrire l’état d’avancement du résultatdurant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

L'ensemble de ces infrastructures sociales de paix (ISP), appropriés par les différents échelons administratifs (quartiers, écoles, districts, communes et préfectures) ont contribué à consolider la paix, à apaiser l'environnement socio-politique par des actions de sensibilisation, de communication et d'information sur la prévention de conflits et l'esprit de citoyenneté et de développement.

Le projet contribue à une meilleure gestion des moteurs des conflits et à eviter que des conflits ne dégénerent de manière violente tout en renforçant les valeurs de citoyenneté.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d’un retard de mise en œuvre ou d’éventuels défis ou impasses.Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d’ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Un retard est observé dans la mise en place des infrastructures de paix en Guinée Forestière (SYCAP et SYPAP). Les mécanismes de collecte de données et de remontées d'information sont dysfonctionnels (l'Observatoire n'a pas pu être mis en place). Il est recommandé la mise en place d'une architecture nationale sociale de Paix. Des outils de collecte ont été développés au mois d'octobre 2016 et sont en cours d'appropriation.

**Description du résultat 3:** La sécurité des populations au niveau interne et transfrontalier est assurée en tenant compte de la situation de précarité liée aux risques d’insécurité.

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:**

**État d’avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

200 membres de 3 unités conjointes de sécurité et de restauration de la confiance (Mano River Union) et des OSC de la Moyenne Guinée ont été formés sur les techniques de prévention et gestion de conflits, incluant les droits de l'Homme. En GF, les SYCAP travaillent de manière étroite avec les UC.

220 tonnes de vivres ont été distribues a 2120 jeunes et femmes des localités concernées de la Guinee forestière..

**État d’avancement du résultat**

*Décrire l’état d’avancement du résultatdurant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

La confiance entre les différents acteurs des UC (FDS et OSC) au sein de la Guinée et avec les UC du Mali et du Sénégal, mais aussi avec le Sierra Léone et le Libéria, a été renforcée. Il est à noter que pendant la période de référence aucun conflit majeur n'a été relevé.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d’un retard de mise en œuvre ou d’éventuels défis ou impasses.Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d’ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

La mise en place et la formation des UC en MG, ainsi qu'en GF pour les SYCAP, tardive, n'a permis de mesurer l'impact de ces structures. Ces retards étaient dus principalement au contexte ébola de 2015 et la période électorale de 2015.

**Description du résultat 4:**Les réticences et/ou des violences liées à la mise en œuvre du plan de riposte contre Ébola au niveau régional et communautaire dans les préfectures affectées par l’épidémie sont levées.

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:**

**État d’avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produitsdécoulent directement de la mise en œuvre du projet.*

12 comités sous préfectoraux de suivi, et 116 comités villageois de veille regroupant 580 membres sont installés.

640 membres des comités sous préfectoraux de suivi et comités villageois de veille ont été outillés sur les techniques de prévention du virus Ebola. 2000 personnes des familles et 500 ménages affectés par Ebola, bénéficiaires d'intrants agricoles ou d'AGR sont identifiés. 6300 acteurs ont été formés et sensibilisés, et 218 tonnes de nourriture distribués à 2000 bénéficiaires.

722 Comités de Veille dans 8 préfectures de la Basse Côte ont été appuyés, 130 unités opérationnelles dans 5 communes de Conakry ont été mises en place et les activités des mobilisation sociale lors de deux micro-cerclage ont été appuyées dans l'objectif de mettre fin à l'épidémie. Par ailleurs, 2 plateformes préfectorales ont été apuuyées et ont permis une meilleure coordination.

66 clubs de la paix à travers le pays sont impliqués dans la sensiblisation contre Ebola.

**État d’avancement du résultat**

*Décrire l’état d’avancement du résultatdurant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

En collaboration avec les différentes coordinations préfectorales de riposte contre Ebola, le PNUD et l'Unicef ont contribué au renforcement des dispositifs de prévention de la maladie à Virus Ebola par la mise en place et le renforcement des comités de suivi et des Comités villageois de vieille contre Ebola et la mise en place des kits sanitaires.

Grâce aux efforts faits dans la communication envers les communautés et la mobilisation sociale, la Guinée a pu venir à bout de la maladie.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d’un retard de mise en œuvre ou d’éventuels défis ou impasses.Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d’ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

* 1. **Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée**

|  |  |
| --- | --- |
| Données factuelles: Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l’état d’avancement du projet?Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu?  *(1 000 lettres maximum)* | Disponibilité des études réalisées  Mise en place effective des ISP  Nombre de conflits résolus  Déclaration officielle de la fin de l'épidémie à virus Ebola  Le rapport a été revu par les collèges du SNU et des partenaires nationaux. |
| Financement des déficits budgétaires: Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement.  *(1 500 lettres maximum)* | Le projet a comblé des déficits budgétaires, en contribuant à mettre en place et renforcer des mécanismes de prévention et gestion de conflits adaptés aux spécifités locales. |
| Effets catalytiques: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement.  *(1 500 lettres maximum)* | Le projet a permis de développer une meilleure connaissance des causes profondes des conflits en Guinée, ce qui permet d'apter les réponses des partenaires et du gouvernement en fonction des spécificités locales.  Le projet a permis de prévenir et gérer un certain nombre de conflits dans des zones conflictogènes, notamment en Guinée Forestière, et a contribué à lever les resistances face à l'épidémie d'ébola.  Le projet a contribué à apaiser les tensions sociales dans ses zones d'intervention. |
| Gestion de risques/innovation: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d’une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu?  *(1 500 lettres maximum)* | Le projet a contribué de manière significative à la lutte contre ébola.  L'exercice en cours d'élaboration d'une politique nationale des Droits de l'Homme associé à un plan d'action décennal est une première en Guinée. |
| Note d’évaluation sur la parité entre les sexes: La note d’évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d’une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement.  *(1 500 lettres maximum)* | La note est toujours valable.  La mise en œuvre du projet prend en compte la participation du genre. Dans toutes les activités réalisées au moins 30% des femmes y prennent part. Les jeunes, les personnes handicapées et les types d'acteurs sont associés selon les cas dans la réalisation des actions principales (séminaires, focus groupes, réunions, cellules de veille, comités de suivi). |

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :***Utiliser le* ***Cadre de résultats du projet*** *(du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l’état d’avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Indicateur de performance** | **Indicateur de départ** | **Indicateur cible de fin de projet** | **État d’avancement de l’indicateur actuel** | **Raisons du changement / délai**  **(le cas échéant)** | **Indicateur cible rectifié**  **(le cas échéant)** |
| **Résultat 1**  Des mécanismes pérennes de prévention et résolution pacifiques des conflits sont mis en place à travers une connaissance améliorée des causes structurelles des conflits | Indicateur 1.1  % age des cas de conflits reportés et résolus | N/A | 85% | Inconnu  136 conflits résolus. | inefficacité des mécanismes et outils de collectes de données |  |
| Indicateur 1.2  taux de réduction des affrontements | N/A | 85% | Inconnu | inefficacité des mécanismes et outils de collectes de données |  |
| Produit 1.1  Etudes réalisées sur les facteurs et causes de conflits en Guinee. | Indicateur 1.1.1  Nombre d'études réalisées | 0 | 2 | 4 |  |  |
| Indicateur 1.1.2  Lettre de politique des droits de l'Homme disponible | 0 | 1 | 0 | L'exercice est en cours. |  |
| Produit 1.2  Les dynamiques et initiatives locales de prévention et de résolution pacifique des conflits ainsi que des infrastructures sociales de paix sont renforcées.é | Indicateur 1.2.1  nombre de structures renforcées (ISF) et mise en places | 200 | 300 | Au total, 1135 structures locales de prévention et de gestion des conflits existent et sont renforcées | moyens de vérification : Rapport semestriel de projet PBF prévention des conflits en Moyenne Guinée et Guinée Forestière 2016, Rapport Technique Direction Nationale de l'Education Civique 2016 |  |
| Indicateur 1.2.2  % de cas de conflits reportés et résolus  Nbre d'utilisateurs du système informatique  Nbre de clubs appuyés  nbre d'acteurs formés et sensibilisés | N/A  00  130  1500 | 85%  00  180  3000 | N/A  136 conflits résolus  00  182  2774 | Cette dimension n'a pu être mise en oeuvre |  |
| Produit 1.3  .La sécurité des populations au niveau interne et transfrontalier est assurée en tenant compte de la situation de précarité liée aux risques d’insécurité alimentaire. | Indicateur 1.3.1  nbre de cadres de dialogues dynamisés  nbre d'unités conjointes impliquées  nbre de bénéficiaires de l'appui alimentaire | 1  N/D  N/A | 3  16  2000 bénéficiaires de 218 tonnes | 3  10  2000 bénéficiaires de 218 tonnes de nourriture |  |  |
| Indicateur 1.3.2  nbre d'acteurs des UC (dont OSC) formés sur les droits de l'Homme | N/D | 200 | 200 |  |  |
| **Résultat 2**  produit 1.4. Les réticences et /ou violences liées à la mise en oeuvre du plan de riposte à ébola sont levées | Indicateur 2.1  nbre de structure de communication touchées par la formation  nbre de communautés touchées ayant des comités de veille fonctionnels | N/A  10 préfectures  31 communautés rurales/urbaines | 50  18  119 | 70  18  722 |  |  |
| Indicateur 2.2  Nbre de relais communautaires fonctionnels | 71 | 307 | 128 |  |  |
| Produit 2.1 | Indicateur 2.1.1 |  |  | 266 ménages (dont 156 à N'Zérékoré et 110 à Lola) bénéficient d'AGR |  |  |
| Indicateur 2.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.2 | Indicateur 2.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.3 | Indicateur 2.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3** | Indicateur 3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1 | Indicateur 3.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.2 | Indicateur 3.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |

**PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D’ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

**2.1 Enseignements tirés**

*Indiquerun minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

|  |  |
| --- | --- |
| Enseignement 1*(1 000 lettres maximum)* | La consolidation de la paix et la cohésion dans un contexte épidémiologique nécessitent la collaboration et la synergie d'action, l'engagement volontaire des communautés, des infrastructures sociales de paix, des autorités et autres acteurs locaux. |
| Enseignement 2 *(1 000 lettres maximum)* | Une collaboration a été développée entre le PNUD et le PAM lors de l'identification des bénéficiaires à risque de conflits en région forestière permettant de cibler efficacement les bénéficiare. Ceci n'a pas été observé chez toutes les agences en général dans la mise en œuvre du projet.  Le rôle de l'agence lead est clef dans la coordination des partenaires impliqués dans le projet et celle-ci doit allouer suffisamment de temps et de ressources pour effectivement assurer ce rôle de coordination. |
| Enseignement 3 *(1 000 lettres maximum)* | Cibler uniquement les jeunes scolarisés n'est pas suffisant pour adresser les risques de conflits et de violence dans les quartiers. L'implication des jeunes non scolarisés et descolarisés ainsi que des associations des parents d'élèves (APAE) est un facteur de réussite de mobilisation autour des actions d'éducation citoyenne et à la paix. Ceci a permis de maximiser les résultats et d'observer moins de manifestations violentes dans les zones du projet. |
| Enseignement 4 *(1 000 lettres maximum)* | La composition des infrastructures sociales de paix permet une représentativité de l'ensemble des couches sociales et des spécificité locales et ainsi adresser toutes les formes de conflits, et d'être acceptée et reconnue par les communautés. |
| Enseignement 5 *(1 000 lettres maximum)* | La multiplicité des acteurs et des structures de prévention et de gestion des conflits limite l'efficacité des efforts des partenaires et des différentes institutions.  la mise en place d'une stratégie nationale de prévention et de gestion des conflits est clef pour développer une architecture nationale des ISP, portée par le Gouvernement guinéen et prenant en compte les spécificités nationales. |

**2.2 Exemple d’aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

*Donner un exemple d’aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s’il vous plait, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).*

La maladie à virus Ebola s'est estompée en région forestière. Cette situation est le résultat des efforts des plusieurs partenaires dans le cadre de la coordination de la lutte contre le virus Ebola par la sensibilisation, le renforcement des dispositifs de prévention d'Ebola, la formation et la mise en place des cellules de veille et de suivi au niveau communautaire. Les agences concernées ont réalisé trois études qui ont contribué à apporter une meilleure lisibilité sur la problématique des conflits dans trois secteurs sensibles du Pays: les zones minières, la préfecture de Fria et la région forestière. Les études sur les facteurs et causes sous-jacentes des conflits récurrents dans les zones minières et en Guinée forestière ont permis d'identifier et d'analyser les facteurs majeurs, types et acteurs de ces conflits en région forestière et de proposer des mécanismes adéquats de gestion de ces conflits par les acteurs locaux. Quant à l’étude de cas de l’impact et des leçons apprises de la crise de Fria et sur les activités socioéconomiques de la population dans les cités minières de Fria, Sangaredi et Kamsar, elle a permis de mener une réflexion sur les conséquences de l'arrêt brusque de l'usine de Fria et de mener des plaidoyers auprès des partenaires techniques et financier sur le relance des activites socioéconomique des zones minières à travers des projets communautaires d'appui aux Femmes et aux jeunes.

**PART 3 *–*ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION**

* 1. **Commentaires sur l’état général des allocations budgétaires**

*Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalageavec les allocations budgétaires initialement prévues:*

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Veuillez donner des progrès sur l’utilisation des fonds par résultat et produit.[[5]](#footnote-5)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Numéro du produit | Titre du produit | Agence ONU récipiendaire | Budget approuvé | Budget dépensé | Commentaires sur l’état de dépense |
| Résultat 1: Des mécanismes pérennes de prévention et résolution pacifiques des conflits sont mis en place à travers une connaissance améliorée des causes structurelles des conflits` | | | | | |
| Produit 1.1 | Des études et /ou analyses sur les facteurs, causes sous-jacents et les dynamiques locales de conflits sont réalisées | HCDH  OIM  PNUD | 270 000  100 000  302 892.73 | 116 902,52  100 000  218 956.32 |  |
| Produit 1.2 | Les dynamiques et initiatives locales de prévention et de résolution pacifique des conflits ainsi que des infrastructures sociales de paix sont renforcées. | PNUD  UNICEF  UNESCO OIM | 466 000  495 000  299500  110000 | 523 227.11  495 000  299500 |  |
| Produit 1.3 | La sécurité des populations au niveau interne et transfrontalier est assurée en tenant compte de la situation de précarité liée aux insécurités alimentaires. | UNICEF  PAM  HCDH | 150000  215000  50000 | 32 730 |  |
| Résultat 2: | | | | | |
| Produit 2.1 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.2 | Les réticences et /ou violences liées à la mise en œuvre du plan de riposte contre Ebola au niveau régional et communautaire dans les préfectures affectées par l'épidémie sont levées. | PNUD  UNICEF | 181 107.27  500000 | 194 345.25  500 000 | le projet a fait l'objet de réalocation budgétaire |
| Produit 2.3 |  |  |  |  |  |
| Résultat 3: | | | | | |
| Produit 3.1 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.3 |  |  |  |  |  |
| Résultat 4: | | | | | |
| Produit 4.1 |  |  | 181 107.27 | 194 345.25 |  |
| Produit 4.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 |  |  |  |  |  |
| Totale: |  |  |  |  |  |

* 1. **Commentaires sur les processus de gestion et demise en œuvre**

*Veuillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l’efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérenceavec d’autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d’appui, les quelconques activités de capacitation, l’utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche* (2 000 lettres maximum):

1. Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org), l’expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée. [↑](#footnote-ref-1)
2. La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d’Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org/). [↑](#footnote-ref-2)
3. Conformément à l’approbationdu descriptif de projet originalpar l’instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur. [↑](#footnote-ref-3)
4. S’il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d’approbation d’une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l’origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c’est-à-dire la date d’achèvement de l’ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés. [↑](#footnote-ref-4)
5. Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l’Agent Administratif. [↑](#footnote-ref-5)